



AMBASSADE DE FRANCE EN CROATIE
SERVICE ECONOMIQUE

Le Chef de service

A Zagreb, le 14 avril 2020

Affaire suivie par : Barbara Jadrijevic Petrovic
Revue par : Bertrand Le Tallec

NOTE

Objet : Les IDE et la présence française en Croatie en 2019

Résumé : Les investissements directs étrangers jouent un rôle important dans l'économie croate. Le stock a atteint 31,8 Mds€ à la fin de l'année 2019, soit 58% du PIB. Ces stocks concernent principalement les secteurs financier, commerce & distribution et immobilier ; le secteur industriel étant lui modestement représenté avec seulement 18% du total. En 2019, les flux d'IDE sont encore en augmentation et enregistrent un solde positif de 1,2 Md€, soit 2,2% du PIB contre environ 2% l'année précédente. Les Pays-Bas, l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg et la Hongrie sont les principaux investisseurs, représentant à eux six 59% du flux sur l'année 2019 et 66,5% du stock.

La France 7^{ème} investisseur fin 2016 était descendue à la 9^{ème} place en 2017 (stock de 956M€) suite notamment à la vente des actifs que la Société Générale possédait dans ce pays. En 2019, elle maintient sa place avec une faible évolution par rapport à 2018 (+14 M€) pour atteindre 982 M€.

Avec environ 60 entreprises employant 5000 personnes, la présence française est particulièrement active dans l'agro-alimentaire (Lactalis et Lesaffre), dans la distribution (Décathlon), dans les infrastructures (Bouygues-ADP qui exploite l'aéroport de Zagreb, Bouygues et Colas pour les travaux routiers, Suez et Degrémont pour l'assainissement) et dans l'industrie (Schneider, Saint-Gobain, Saint Jean Industries...).

A / Les sociétés étrangères occupent une place importante dans l'activité économique de la Croatie

1. Le stock d'IDE reflète une assez forte spécialisation, qui porte encore la marque des privatisations des années 2000.

Sur l'ensemble de l'année 2019, les principaux secteurs d'IDE restaient ceux que la Croatie avait choisi d'ouvrir aux investisseurs étrangers au cours des privatisations des années 2000. Cette pérennité d'un schéma vieux d'environ dix années est assez logique puisque la situation a peu évolué suite à la crise financière avec peu de nouveaux investissements.

Sur le plan du stock d'IDE, le secteur financier (banques et assurances) reste prépondérant avec 22,2%, suivi du commerce et de la distribution 15,6%, de l'immobilier 13,5% et des télécommunications 6,4%. 18% du stock d'IDE est dédié à l'investissement productif dans les secteurs industriels de transformation tels que les produits pétroliers (4,3% des IDE), pharmaceutiques et chimiques (4%), manufacturés non métalliques (2,4%).

En Croatie comme dans d'autres pays de la région, les principaux investisseurs en stock en 2019 sont les Pays-Bas (15,8%), l'Autriche (14,1%), l'Allemagne (10,5%) et l'Italie (10,4%). Le stock d'IDE dans les pays de la région Danube-Balkans est assez homogène par secteur ; toutefois, malgré des flux en hausse en 2019, la Croatie attire peu d'investisseurs dans le secteur industriel (18% de ses IDE) contre 22% pour la région.

En termes de flux pour l'année 2019, il est intéressant de noter que les investissements dans le secteur immobilier arrivent encore en tête avec 28,4%, devant le commerce et la distribution (12%), alors que l'hôtellerie passe au troisième rang avec 10,4%. Cette dynamique témoigne, une nouvelle fois, de la

prépondérance du tourisme dans l'économie croate, malgré des flux en hausse dans les secteurs de l'industrie (de 4% en 2018 à 8,7% en 2019). A noter que les flux dans le secteur financier, à 78,7M€ (6,4%), ont presque été divisés par deux en 2019, même si le stock d'IDE dans ce secteur reste le plus élevé (22,2%).

2. La présence française est modeste et stable

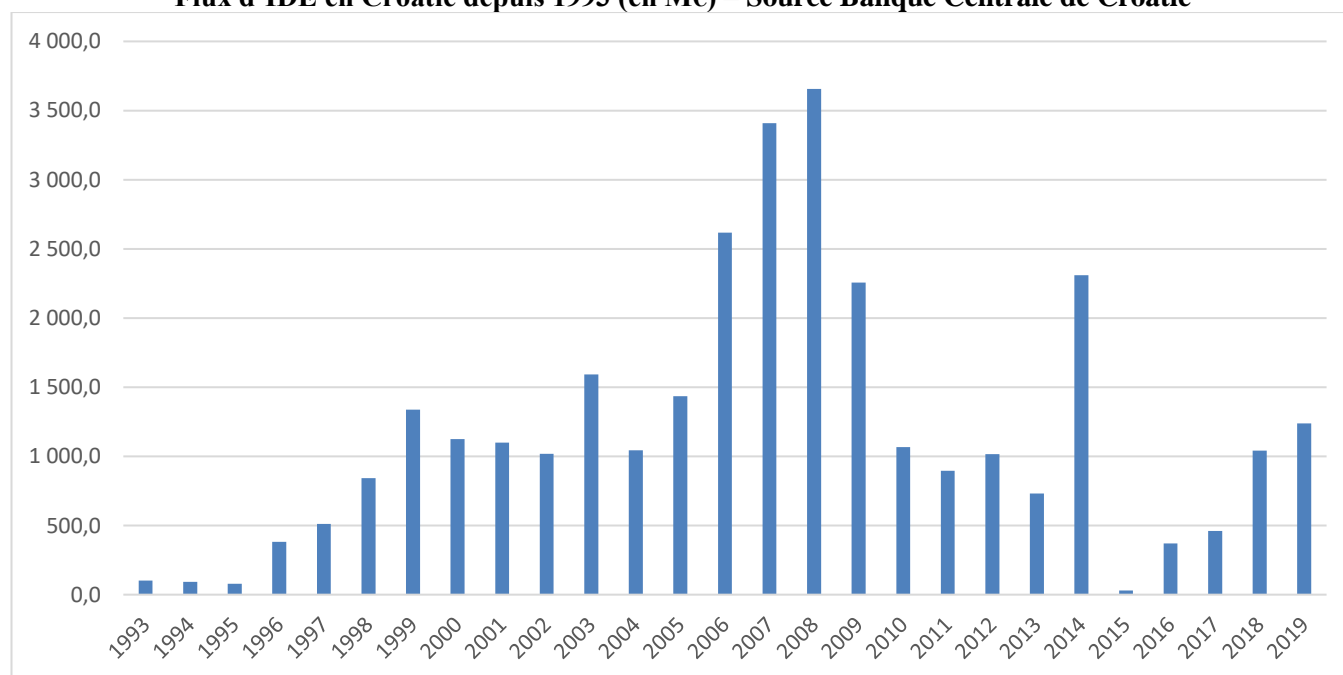
La présence de la France est relativement modeste. Elle était principalement liée à l'investissement réalisé en 2006 lors du rachat de Splitska Banka par la Société Générale. Le départ de cette banque française fin 2016 et la vente progressive de ses actifs (à la première banque hongroise OTP) a réduit mécaniquement la place de la France dans le classement des investisseurs, et cela malgré l'arrivée de nouveaux entrants comme celui du consortium ADP-Bouygues dans le cadre de l'aéroport de Zagreb.

Ainsi, **la France qui était classée 7^{ème} investisseur fin 2016 et passée à la 9^{ème} place en 2017, reste encore 9^{ème} en 2019, avec un stock de 982M€ (+14 M€) soit 3% du total des IDE en Croatie.** Avec environ 60 entreprises employant 5000 personnes, la présence française est particulièrement active dans l'agro-alimentaire (Lactalis et Lesaffre), dans la distribution (Décathlon), dans les infrastructures (Bouygues-ADP qui exploite l'aéroport de Zagreb, Bouygues et Colas pour les travaux routiers, Suez et Degrémont pour l'assainissement) et dans l'industrie (Schneider, Saint-Gobain, Saint Jean Industries...).

Toutefois, la présence française réelle est certainement plus importante que ne l'indique les chiffres car certains investissements de grandes sociétés françaises ont été réalisés pour partie par des capitaux en provenance d'autres pays (Belgique ou Pays-Bas).

B / Les flux d'IDE, toujours positifs et en augmentation, peinent néanmoins à retrouver leur dynamisme d'avant la crise financière de 2008

Flux d'IDE en Croatie depuis 1993 (en M€) – Source Banque Centrale de Croatie



Depuis la fin de la Yougoslavie, en 1991, la Croatie a connu deux périodes distinctes de privatisations. En 1991, la grande majorité des actifs était détenue par la puissance publique. La première vague de privatisations est intervenue dès l'effondrement de la Yougoslavie, dans les années 1991-1999 et a abouti au développement de grands groupes privés nationaux (Agrokor- groupe actuellement en pleine restructuration suite à de grandes difficultés financières détenu désormais par ses créanciers-, Atlantic, Dukat ou Vindija). Les investisseurs étrangers ne sont arrivés qu'à partir des années 2000 : les grandes privatisations ont concerné successivement la totalité du secteur bancaire, les

télécommunications, la pharmacie, l'industrie pétrolière, les assurances et la distribution et, dans une moindre mesure, l'industrie manufacturière et les autoroutes. Les télécommunications croates ont été privatisées au profit de sociétés allemandes et autrichiennes ; le secteur bancaire est dominé par les banques italiennes et autrichiennes. Le domaine de l'énergie est resté assez fermé, avec la privatisation partielle de l'industrie pétrolière INA (MOL) et un seul PPP conclu par l'allemand RWE en 1996 pour une durée de 20 ans, expiré en 2016, et qui n'a pas été renouvelé. Au total, le stock d'IDE a augmenté de 3 Mds€ en 1999 à plus de 20 Mds€ juste avant la crise de 2008. A noter toutefois que très peu d'IDE « greenfield » a été enregistré durant ce processus de transition, sauf dans le domaine autoroutier et aéroportuaire (concession de Bouygues et ADP).

Avant la crise économique et financière, sur la période 2000-2008, les flux d'IDE atteignaient en moyenne 5% du PIB. Faiblement orientés vers le domaine productif et fortement concentrés dans le secteur financier, ces investissements ont favorisé le financement du développement des infrastructures et le rattrapage économique des entreprises et des ménages ; en contrepartie, l'endettement des agents a connu une forte hausse pendant la même période.

Le reflux des IDE observé en Croatie entre 2009 et 2015 est similaire à celui observé dans les autres pays de la région de l'Europe du Sud Est. A cette période, la dégradation de la situation économique dans les pays de l'UE, d'où proviennent la plupart des investissements, a eu une grande influence : il s'agit particulièrement de l'Italie mais aussi de l'Autriche dont la Raiffeisen Bank a dû faire face à la nécessaire consolidation de ses réseaux bancaires régionaux. 2015 a été l'année du plus faible flux d'IDE depuis 1995 avec à peine 30 M€ mais également charnière avec par la suite une reprise depuis 2016 entre 0,5 et 1 Mrd€/an.

C / L'investissement public en hausse et la candidature du pays au MCE2 sont de nature à améliorer l'attractivité de la Croatie.

La reprise de la croissance s'accompagne depuis 2016 d'une reprise des flux d'IDE. Si la formation brute de capital fixe qui comptait pour 28% du PIB en 2008, est retombée à 20% du PIB en 2018, l'investissement en général, et l'IDE en particulier, bénéficient de l'effet de levier des fonds européens qui compensent la faiblesse de l'investissement public.

En outre, l'investissement public repart à la hausse depuis l'adhésion du pays à l'UE, dans le cadre notamment des cofinancements nationaux requis pour l'usage des fonds européens (10,6 Mds EUR programmés pour la période 2014-2020, pour la seule part UE, comparés à 1,5 Mds sur la période 2007-2013).

Enfin, **fort des récents succès macro-économiques du pays** (inflation maîtrisée entre 1 et 2%, déficit public à l'équilibre en 2018 et 2019 ; dette publique en diminution : 83,7% en 2015, 71,1% en 2019 et enfin un cours de la monnaie croate stable par rapport à l'euro) et malgré la forte récession économique attendue avec la crise du coronavirus (le FMI attend une récession de 9% en 2020 et une forte hausse des déficits publics), **le gouvernement se sent toujours prêt et confiant pour aborder une nouvelle étape importante de son intégration à l'UE : la candidature à l'Euro.**